

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
21 octobre 1976

No 550

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

En Ukraine, une organisation révolutionnaire clandestine appelle à la lutte

LA RESISTANCE S'ORGANISE

Une organisation clandestine en Ukraine a distribué récemment un tract dénonçant la clique Brejnev pour avoir exacerbé le chauvinisme grand-russe et réprimé les nationalités non-russes. Dans le tract, l'organisation appelle le peuple de toutes les nationalités à s'unir et à renverser le régime réactionnaire des nouveaux tsars.

Ce tract est une nouvelle preuve du développement de la résistance populaire à la dictature fasciste qui règne en URSS. Il est un encouragement et une source d'enthousiasme

Le tract écrit : « L'Union soviétique est devenue en fin de compte devant nos propres yeux une prison semblable à celle de la grande Russie pour le peuple soviétique des diverses nationalités. Dans le vacarme de la course effrénée aux armements et le déploiement des flottes dans tous les coins du monde, les populations non-russes subissent l'oppression nationale et sociale et sont en train d'être russifiées tout en étant attachées à la charette impérialiste et chauvine. Le

résultat en est que les travailleurs soviétiques sont soumis à une exploitation cruelle et interminable et que l'industrie, l'agriculture et l'ensemble de l'économie nationale sont en proie à une crise sans issue ».

Le tract indique que Brejnev et compagnie « foulent constamment aux pieds les droits de l'homme et les droits nationaux du peuple soviétique de toutes les nationalités, remplissent les prisons, les camps de concentration et les « hôpitaux psychiatriques » de gens in-

nocents et éliminent certaines nationalités ».

Le tract poursuit : « Par la terreur du KGB, la propagande trompeuse et les pressions économiques, les nouveaux tsars s'efforcent de laisser les populations dans la peur, la domination et l'isolement, et de leur cacher ainsi qu'au monde entier, la décadence, les contradictions et les crises internes qui conduiront inévitablement à un État que Lénine avait qualifié de « situation révolutionnaire ». En effet, les nouveaux tsars sont assis sur le volcan alimenté par la colère du peuple et sont à la veille de leur effondrement ».

nocents et éliminent certaines nationalités ».

Le tract appelle le peuple soviétique de toutes les nationalités et les peuples opprimés des pays d'Europe de l'Est à s'unir et à lutter contre l'oppression nationale et sociale exercée par les nouveaux tsars du Kremlin.

« Les peuples du tiers monde doivent demeurer vigilants face aux intrigues des tsars de Moscou » et face « à l'infiltration, à l'asservissement et aux autres activités de l'Union soviétique dont elle se sert pour atteindre leurs buts impérialistes ».

En conclusion l'organisation clandestine dit qu'elle souhaite « attirer l'attention des peuples en Occident sur le fait que la politique unilatérale et trompeuse de détenté, les concessions et les faveurs commerciales accordées aux dirigeants soviétiques par les pays occidentaux conduiront au renforcement de la puissance militaire de l'URSS, à l'intensification des aventures agressives des nouveaux tsars et à un autre conflit à l'échelle mondiale ».

Grenoble

Appel à la dénonciation de masse et permanente

La police devrait être satisfaite de son opération consistant à diffuser la voix de la personne s'intitulant « brigade rouge » sur toutes les antennes de radio et de télévision. On apprenait en effet, qu'une demi-heure à peine après sa diffusion, la préfecture de Grenoble dénombrait une douzaine d'appels pour « témoigner ».

Cette pratique policière a été présentée comme une « première » ; un événement extraordinaire dans notre pays. C'est doublement faux.

L'appel à la délation est en effet une pratique tout à fait courante des services du ministère de l'Intérieur. Ordinairement ces appels à la dénonciation sont plus discrets. Ils s'appuient sur tout un réseau d'indicateurs plus ou moins rétribués.

L'événement de Grenoble consiste plutôt pour l'appareil d'État de la bourgeoisie à faire appel à la

dénonciation de masse, comme le pratiquait couramment le régime de Vichy.

Ici le ministère de l'Intérieur s'appuie sur « l'affaire de Grenoble » pour faire passer ce genre de méthode dans la pratique de l'enquête judiciaire courante. C'est très grave, et l'on peut imaginer très facilement l'application de la « dénonciation de masse », dans le domaine de la répression des travailleurs révolutionnaires. Souvenons-nous de « l'enquête de personnalité » engagée par la Sûreté de l'État auprès des personnes ayant cotoyé de près ou de loin notre camarade Romain Le Gal, arrêté et emprisonné illégalement.

On comprend alors aisément pourquoi la bourgeoisie tient à faire passer ces méthodes pour « normales » et « justes ». On comprend pourquoi, il faut combattre ces méthodes de la manière la plus énergique.

CHINE

UN IMPORTANT EDITORIAL DE L'ORGANE CENTRAL DU PCC

« Monter toujours à l'assaut »

A l'heure où nous paraissions, d'immenses mouvements populaires continuent de se développer en Chine populaire pour acclamer les deux décisions du Comité central du Parti communiste chinois ayant à sa tête le camarade Houa Kouo-feng, concernant, d'une part la construction d'un palais commémoratif à la mémoire du président Mao et d'autre part la publication des œuvres complètes de Mao Tsé-toung.

Comme nous le savons, ces manifestations ont une profonde signification politique.

Depuis lundi, près de 2 millions d'ouvriers de Shanghai manifestent pour soutenir et approuver les sages décisions du Comité central du Parti communiste chinois. Partout, l'étude des œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et du président Mao, prend un nouvel essor.

C'est dans ce contexte, que le « Renmin Ribao », organe central du Parti communiste chinois a publié un important éditorial à l'occasion du 40e anniversaire de la mort du grand écrivain révolutionnaire chinois, Lou Sin.

Nous invitons tous nos lecteurs à se reporter à ce texte officiel du Parti communiste chinois, dans lequel notre confiance reste inébranlable.

Aujourd'hui, le peuple chinois qui avance victorieusement à la lumière de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, célèbre solennellement le 40e anniversaire de la mort de Lou Sin, grand porte-drapeau de la révolution culturelle.

Le président Mao Tsé-toung, notre grand dirigeant et grand éducateur, loua très hautement Lou Sin, disant de lui : « Commandant en chef de la révolution culturelle chinoise, il est grand non seulement comme homme de lettres, mais encore comme penseur et révolutionnaire ».

La vie de Lou Sin est la vie d'un révolutionnaire conséquent qui « est toujours monté à l'assaut ». Il aimait ardemment le Parti communiste chinois et notre grand dirigeant le président Mao. Sa glorieuse pensée et sa pratique révolutionnaire illustrent bril-



llement les qualités et les traits du révolutionnaire prolétarien radical. « Le sourcil hautain, je défie froidement le dignitaire qui pointe le doigt sur moi ; la tête baissée, je me fais volontiers le buffle de l'enfant. » Lou Sin incarnait le dévouement au peuple et lutta pour lui jusqu'au dernier soupir. Il vouait une haine implacable à l'ennemi et le combattit de toutes ses forces toujours « de cœur avec la révolution », il ne cessait d'aller de l'avant et s'opposait à tout recul, encourageant ce qui est nouveau et rejetant ce qui est périmé. Il avait une conscience aiguë de la nécessité de la lutte de classes et de la lutte entre les deux lignes. Il s'est battu toute sa vie pour la libération du peuple chinois et la défense de la ligne révolutionnaire du président Mao.

Il étudia avec application le marxisme, fit la synthèse des « leçons de la réalité », « se disséqua » sans complaisance et refondit sa conception subjective du monde. Le démocrate révolutionnaire qu'il était devint ainsi le grand combattant communiste.

(Suite p. 2)

SONACOTRA
**Journée des travailleurs
immigrés en grève des
loyers depuis 21 mois**
**Samedi 23 octobre
de 10h à 17h
à la Mutualité**
Paris : métro Maubert Mutualité
**de 13h à 17h
Meeting-Débat**

Editorial de l'organe central du PCC à l'occasion de la mort de Lou Sin

«MONTER TOUJOURS A L'ASSAUT»

(Suite de la p. 1)

«Lou Sin représente sur le front culturel l'écrasante majorité du peuple ; il est le héros national le plus lucide, le plus courageux, le plus ferme, le plus loyal et le plus ardent qui ait jamais livré assaut aux positions ennemies.»

Le président Mao nous a toujours enseigné qu'il fallait aller dans le sens de l'esprit révolutionnaire de Lou Sin et le développer. Au cours de la grande lutte pour critiquer Teng Siao-ping et riposter à la déviation de droite qui contestait les conclusions justes, notre grand disparu nous avait proposé une fois de plus d'«étudier des œuvres de Lou Sin». C'est à travers ses œuvres, en effet, que la voix des masses populaires se fait entendre. Elles sont un bilan de la riche expérience de la lutte de classes et de la lutte entre les deux lignes et rayonnent d'un

esprit révolutionnaire radical. Ses dernières œuvres brillent d'un pur éclat marxiste et le matérialisme dialectique et le matérialisme historique y trouvent une parfaite expression. Par l'étude de ses œuvres, nous pourrions approfondir notre compréhension du marxisme, du léninisme, de la pensée-mao-tsétoung, prendre une conscience plus aiguë de la nécessité de la lutte de classes et de la lutte entre les deux lignes, acquérir une précieuse expérience de la lutte et renforcer notre aptitude au combat. Nous devons, conformément aux enseignements du président Mao et en liaison étroite avec la lutte de classes et la lutte entre les deux lignes en cours, étudier des œuvres de Lou Sin, nous inspirer de son esprit révolutionnaire et le déployer pour monter toujours à l'assaut contre les ennemis de classe, contre le révisionnisme.

Dans l'acharnement et la complexité de la lutte de classes et de la lutte entre les deux lignes, Lou Sin veille toujours à bien «identifier les camps» pour savoir parfaitement qui est l'ennemi et qui est l'ami. Il s'arme du marxisme contre les ennemis de tout acabit, extrait du bistouri les «vers rongeurs» cachés dans le camp révolutionnaire. Il arrache leur masque et étale leur vraie nature au grand jour. A ces escrocs pseudo-marxistes qui «poursuivent un but personnel sur le dos de la révolution», il voue une haine implacable et un profond mépris. Il démasque aussi sans merci ces opportunistes qui «se drapent dans la grande bannière comme dans une peau de tigre». Il signale avec perspicacité qu'ils «font bande à part et s'entendent comme larrons en foire», qu'ils attaquent les autres pour prouver que «la justice est de

leur côté», qu'ils «tiennent le jour des propos grandiloquents pour semer, la nuit venue, désaccord, divergences, désunion», qu'ils «flatent» l'ennemi et «désarment le peuple à son profit». Lou Sin nous met en garde avec force contre le danger mortel de ces gens qui «rongent de l'intérieur» la cause révolutionnaire, et il lutte sans merci contre eux. En menant la révolution socialiste, nous devons nous mettre à son école pour savoir distinguer les deux camps, celui du prolétariat et celui de la bourgeoisie, celui de la ligne marxiste et celui de la ligne révisionniste. «Pratiquer le marxisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues», ces trois principes fondamentaux définis par le président Mao constituent des critères permettant de distinguer le

vrai marxisme du faux et de démasquer les responsables du parti engagés dans la voie capitaliste. Nous devons dénoncer et critiquer à fond ceux qui trahissent le marxisme, le léninisme, la pensée-mao-tsétoung, dénaturent les directives du président Mao, partiquent le révisionnisme, travaillent à la scission et trament complots et intrigues pour s'emparer du pouvoir du parti et de l'État, et lutter résolument contre eux.

«La révolution n'a pas de limites». C'est dans la lutte que la cause révolutionnaire prolétarienne progresse. L'esprit révolutionnaire dont fit preuve Lou Sin nous encouragera toujours au combat. Nous devons nous unir le plus étroitement autour du Comité central du parti ayant à sa tête le camarade Houa Kouo-feng, demeurer fidèles à la volonté du président Mao, imprimer un nouvel essor à

l'étude des œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline et celles du président Mao, prendre invariablement la lutte de classes comme axe, maintenir la ligne fondamentale du parti, persévérer sans défaillance dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, approfondir la critique de Teng Siao-ping, poursuivre la riposte à la déviation de droite contestant les conclusions justes, nous opposer fermement à tous les propos et actes qui violent les trois principes fondamentaux du parti, faire la révolution et promouvoir la production, améliorer notre travail, nous préparer activement en prévision d'une guerre, consolider et développer les conquêtes de la Grande Révolution culturelle prolétarienne et mener jusqu'au bout la cause révolutionnaire prolétarienne dont le président Mao fut chez nous le pionnier.

RFA : Un commentaire du KDP/ml

Elections au Bundestag

DUPERIE DES TRAVAILLEURS

Les élections au Bundestag sont passées. Elles ont fini par un succès obtenu de justesse par la coalition SPD/FDP (sociaux-démocrates et libéraux) qui, malgré d'importantes pertes de voix, constituera à nouveau le gouvernement. Sans aucun doute, les espoirs que les travailleurs avaient mis dans leur vote pour tel ou tel parti ne se réaliseront pas. Les élections étaient une gigantesque duperie, une escroquerie, pour faire apparaître aux masses travailleuses la dictature de la classe des capitalistes sur le peuple comme une «souveraineté du peuple».

En réalité, avec ces élections — comme avec toute autre élection en régime capitaliste —, les travailleurs n'avaient le choix qu'entre la botte gauche et la botte droite du capital. Dans cet article, nous allons examiner quelques aspects des élections au Bundestag.

Notre parti n'a pas présenté de candidats aux élections, mais il a appelé au boycott des élections. Nous avons utilisé l'intérêt politique accru des travailleurs pendant la bataille électorale, pour porter dans les masses, des millions de fois, le programme de notre parti pour la révolution socialiste dans toute l'Allemagne, présenté dans la déclaration fondamentale, et nous avons en même temps dénoncé l'escroquerie électorale comme une duperie des travailleurs. La large propagande, les nombreux nouveaux contacts qui furent noués, les nombreux

personnes qui, pendant la bataille électorale, sont venus pour la première fois à un meeting communiste, furent autant de succès remportés par le parti.

Cette fois aussi, la participation au scrutin était très forte. Avec 91 %, elle était bien sûr inférieure de 0,1 % à celle des élections parlementaires précédentes, où la participation au scrutin avait été de 91,1 %. Il est clair que l'appel au boycott des élections dans la situation actuelle, où les luttes de classes n'ont pas encore pris toute leur ampleur et où nous ne sommes qu'au début de l'implantation du parti dans les masses, ne pouvait produire un recul important de la participation au scrutin. A cela s'ajoute le fait que les partis bourgeois, y compris le D«K»P, ont déployé tous leurs efforts pour convaincre les travailleurs de la nécessité de leur vote (...).

La participation au scrutin a dans l'ensemble baissé. Pourtant, les illusions parlementaires sont encore grandes. Mais une analyse plus précise de la participation électorale montre que la baisse dans certaines villes est particulièrement forte. L'agitation et la propagande du parti y sont pour quelque chose. (...)

Dans le prolétariat industriel, chez les ouvriers qui ont le plus de conscience de classe, là où le parti travaille depuis longtemps, les manœuvres de la bourgeoisie ont le moins porté, la participation au scrutin a été la plus faible.

Un énorme fiasco pour le D«K»P

Les révisionnistes modernes du D«K»P (parti révisionniste) avaient rarement déployé tant d'efforts pour augmenter le nombre de leurs voix. Le résultat a été pour eux sans aucun doute un énorme fiasco. Ils ont obtenu à peine 118 483 secondes voix, juste 4 592 voix de plus qu'il y a quatre ans. En comparaison avec les dernières élections à la seconde chambre, les révisionnistes modernes du D«K»P ont même perdu partout entre 30 et 60 % des voix. Les révisionnistes modernes du D«K»P ont dépensé des millions pour cette bataille électorale. Ils ont présenté dans toutes les circonscriptions des candidats directs et n'ont pas appelé cette fois, comme ils le firent en 1972, plus ou moins ouvertement, à voter pour le «moindre mal», le SPD. Les révisionnistes modernes, dans la bataille électorale, ont surtout compté sur la méthode «c'est avec du lard qu'on attrape la souris». Les fêtes qu'ils ont organisées en nombre, et auxquelles des centaines de milliers de personnes se sont rendues, n'ont pas eu d'effet sur les voix des électeurs. Pour chaque membre d'une de leurs organisations, ils n'ont en moyenne réussi à gagner à eux qu'un électeur et demi.

Si de nombreux travailleurs n'ont pas donné leur voix aux révi-

sionnistes modernes du D«K»P, c'est parce qu'ils refusent de tout leur cœur les régimes sociaux-fascistes de RDA, d'Union soviétique, etc.

Mais il y avait à coup sûr aussi une autre raison au maigre résultat du D«K»P. Tenant compte de la faiblesse numérique du D«K»P, sous l'influence de la «théorie du cartel de droite» propagée par les révisionnistes modernes et de la propagande du «moindre mal», sur le terrain des illusions sur le parlement bourgeois créées par les révisionnistes modernes, de nombreux partisans du D«K»P auront voté cette fois aussi pour le SPD. L'énorme recul des voix du D«K»P par rapport aux élections à la deuxième chambre et la différence de presque 60 000 voix entre les premières voix et les deuxième voix pour le D«K»P en sont du moins un indice.

Le résultat relativement faible des révisionnistes modernes du D«K»P ne doit pourtant pas conduire à sous-estimer leur influence idéologique et politique, qui dépasse de loin le nombre de voix qu'ils ont obtenu. Les révisionnistes modernes sont les ennemis mortels du marxisme-léninisme et de la révolution socialiste, sans combattre largement et sous tous ses aspects cette agence de l'impérialisme dans le mouvement ouvrier, la domination de l'impérialisme ne peut être abattue. (...)

Extrait de Roter Morgen No 42.

SUR LA REUNION DU 10^e PLENUM DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

Du 12 au 14 octobre 1976, sous la direction du premier secrétaire du Comité central du Parti du travail d'Albanie, le camarade Enver Hoxha, a tenu ses assises, le 10^e Plénum du Comité central du PTA. Il a étudié, discuté et adopté à l'unanimité les rapports qui seront présentés au 7^e Congrès du Parti : le rapport «de l'activité du Comité central du PTA» qui sera présenté par le premier secrétaire du Comité central du PTA, le camarade Enver Hoxha et le rapport «des directives du 7^e Congrès du PTA concernant le sixième plan quinquennal pour le développement économique et culturel de la République populaire d'Albanie pour les années 1976-1980» qui sera présenté par le membre du bureau politique du Comité central du PTA et président du conseil des ministres de la République populaire d'Albanie, le camarade Mehmet Chehou.

A la fin le premier secrétaire du Comité central du PTA, le camarade Enver Hoxha a prononcé un discours important.

Le 10^e Plénum du Comité central du PTA

nouvelles intérieures

Lettre d'un lecteur à propos de ce qui se dit sur la Chine

De nombreux militants et amis lecteurs de notre presse sont déroutés par ce qui se passe actuellement en Chine. Voilà comment j'explique autour de moi ce que je pense sans préjuger des faits réels (que nos amis chinois n'ont pas annoncés encore).

Alors que la presse bourgeoise nous rabâche à tous les flashes d'information ou dans les journaux qu'il «se passe quelque chose en Chine», que des bruits les plus fantaisistes circulent sur les événements qui se déroulent à Pékin, les amis de la Chine doivent interpréter cette multitude d'informations en connaissance de cause.

Non, la Chine n'est pas un pays où le pouvoir est entre les mains d'un seul homme qui ferait la pluie et le beau temps, n'en déplaise à tous ces bourgeois qui veulent discréditer aux yeux du peuple le grand pays socialiste.

Cet été, j'ai vu dans un voyage que j'y ai effectué que la dictature du prolétariat n'y est pas un vain mot. Les familles où nous sommes allés, les usines, les brigades de production que nous avons visitées témoignaient toutes que le peuple exerce de plus en plus son pouvoir.

Par exemple nous avons appris la création depuis 1974 d'abord à Pékin, puis peu à peu dans d'autres villes comme à Chenchow, Shanghai, de «cours ensoleillés»: c'est la réunion d'une cage d'escalier, ou d'un petit groupe d'immeubles pour éduquer les jeunes (par l'exemple des retraités), sur

la voie révolutionnaire, étudier le marxisme-léninisme entre voisins, entre jeunes, adultes et retraités, régler les conflits qui éclatent parfois entre voisins (rapports de bon voisinage, problèmes familiaux de discorde dans un couple), partager les activités culturelles (regarder la télé par exemple) ou artistiques, ou sportives (organisation de cours de gymnastique).

Nos amis chinois l'ont définie comme «étant une nouveauté socialiste pour mieux transformer la ville, la réformer, transformer la famille, éduquer les jeunes, développer la dictature du prolétariat pour éviter la restauration du capitalisme en améliorant le terrain».

Dans les usines, les ouvrières nous ont dit leur détermination à lutter pour l'édification socialiste, pour la révolution prolétarienne.

Ce voyage nous a montré que le peuple est mobilisé, prend ses affaires en main.

Alors laissons dire tous ces journalistes bourgeois qui font feu de tout bois, pressés de démolir par leurs nouvelles excentriques, contradictoires souvent, l'espoir que le peuple de notre pays met en la Chine socialiste.

Attendons les informations de nos amis chinois eux-mêmes. Et gardons à l'esprit, comme partout ils nous l'ont dit pendant notre voyage: «Il y a une lutte de classes en Chine; la bourgeoisie est aussi au sein du parti. Il faut approfondir la révolution en luttant contre toutes les tendances «droitières» ou «gauchistes» qui se font jour.»

Bilan de 5 mois de lutte pour la libération de Romain Le Gal (1)

Après cinq mois de lutte acharnée pour la libération de l'ouvrier marxiste-léniniste, Romain Le Gal, il est nécessaire de faire un bilan et de tirer les leçons pour les luttes futures et présentes.

Rôle et nécessité des comités de masse

— Les comités de soutien ne sont pas des structures permanentes. Ils répondent à la nécessité d'un moment. Ils correspondent à un objectif précis dans le temps.

Ainsi, immédiatement après les arrestations à Lorient, des comités se sont formés immédiatement à Lorient et à Plouhinec, puis dans de nombreuses villes de Bretagne: Rennes, St-Brieuc, Guinguamp, Lannion, Morlaix, Lesneven, Brest, Quimper, Vannes, Redon, Ploermel, Nantes ainsi qu'à St-Nazaire et Angers.

— Ce sont des comités de masse auxquels adhèrent sur la base d'adhésion individuelle des travailleurs organisés ou inorganisés.

Si la majorité des comités ont été à l'initiative des marxistes-léninistes, ce ne doit pas être le prétexte pour en faire des débats de chapelle.

Etre à l'initiative, oui. Mais ne pas le revendiquer systématiquement, les travailleurs sauront le reconnaître.

Mener le débat de ligne et non de «chapelle».

Travailler à l'unité et non à la division.

Ce fut le souci constant de la coordination.

Analysons de plus près à partir d'un exemple: le mot d'ordre «A bas l'interdiction du PCMLF et du FRAP».

C'est un mot d'ordre juste.

De nombreux comités l'ont adopté dans leur plateforme.

La coordination ne l'a pas adopté. Pourquoi?

Parce que certains comités (Lorient en particulier — composé de beaucoup d'éléments inorganisés) n'étaient pas d'accord.

Notre attitude

— Nous avons expliqué pourquoi ce mot d'ordre.

— Nous, dans le cadre de la liberté d'opinion, d'association, avons expliqué en quoi ce n'était pas une caution à une organisation politique.

Dans les faits, malgré les explications, ce mot d'ordre était compris autrement: comme une caution à une ligne politique, comme un soutien au PCMLF.

Nous n'avons donc pas ajouté ce mot d'ordre à la plateforme, car il nous paraît important:

— de ne pas imposer des mots d'ordre, même sur la pression de la majorité (les marxistes-léninistes étant majoritaires) dans la mesure où ils ne sont pas compris

— d'être un pas en avant, mais pas dix

— de tenir compte du niveau de conscience des

masses à un moment donné — de ne pas se montrer dogmatique, ni sectaire, c'est une des conditions de notre liaison aux masses.

Nécessité de coordonner les luttes

La mise en place d'une coordination a permis de centraliser et d'organiser à l'échelle de la Bretagne la mobilisation.

Elle a permis: — de confronter l'action menée par chaque comité — d'agir tous ensemble et en même temps.

Lors de la coordination du 27 septembre, un point autocritique a été fait:

— lorsque des délégués de comités se réunissent, ils doivent être mandatés par leur comité et apporter le point de vue du comité.

— le débat ayant été mené dans chaque comité, la coordination tranche et prend des décisions, ceci dans un but d'efficacité et de respect de la démocratie.

A mon avis, pourquoi le mot d'ordre «A bas l'interdiction» n'a pas été adopté?

Parce qu'il a été proposé tard, après que la plateforme du comité ait été définie.

Dans un contexte où, d'une part la CFDT annonçait qu'elle se retirait sous prétexte d'un «danger de manipulation par un groupe d'extrême-gauche», où, d'autre part, à l'intérieur même du comité de soutien des éléments organisés (PSU) ont tout fait pour appuyer cette thèse de la CFDT et sont allés jusqu'à laisser entendre que nous voulions «récupérer» le mouvement de solidarité.

Dans ce contexte, et d'autant plus que tous les camarades du comité de soutien ne voyaient pas clairement toute l'importance de ce mot d'ordre, notre propagande, nos explications ont été insuffisantes pour convaincre les gens (les membres du comité de soutien).

(A suivre).

La gendarmerie... force antipopulaire

Dans «l'essor de la gendarmerie» d'octobre 1976 (organe de l'Union nationale des personnels retraités de la Gendarmerie nationale et de la Garde républicaine) un article souhaite que dans certaines conditions les gendarmes puissent opérer en tenue civile. Selon l'auteur «ce personnel est handicapé par l'obligation qui lui est faite d'opérer toujours en uniforme et de n'utiliser que les véhicules de dotation. Autant de particularités qui ne manquent pas de les signaler aux individus qu'ils pourchassent». Handicap en particulier, selon l'auteur, pour la lutte contre le gangstérisme.

Voilà bien une grossière mystification. La Gendarmerie, comme toutes forces para-militaires et militaires de la bourgeoisie a pour vocation essentiellement de sauvegarder son système d'exploitation et de réprimer le peuple. Et c'est en partant de la constatation que sa dissémination géographique lui permettait des contacts réguliers avec la population, et que l'origine souvent modeste de ces troupes aidait à lui donner une image de marque (entretenue) bon enfant, que ses missions ont été

accrues et le nombre de ses personnels augmentés... pour mieux réprimer.

Il est donc d'autant plus important de ne pas se laisser abuser et de démasquer son rôle. La Gendarmerie mobile participe très souvent à des opérations de maintien de l'ordre: en mai-juin 1968, etc., et plus récemment à Aléria; de plus elle a un rôle important — que lui permet son armement: automitrailleuses... — au niveau de la défense opérationnelle du territoire (DOT), dont «on» ne sait plus depuis 1969 si elle est dirigée contre l'ennemi extérieur ou l'ennemi intérieur! Nous ne nous faisons pas de doute à ce sujet. La Gendarmerie départementale, celle qu'on trouve dans tous les chefs-lieu de canton joue un rôle tout particulier en ce qui concerne le renseignement.

En tout cas, la proposition de l'auteur de l'article ne pourra qu'être appréciée par tous les bourgeois; elle va dans le sens de leurs préparatifs accrus (comme certaines mesures d'ilotage par la police...) pour s'opposer à tout mouvement de masse révolutionnaire.

LA GROGNE CHEZ LES FLICS

La police est agitée ces derniers temps par de nombreux remous. Le rassemblement auquel ont participé lundi soir plusieurs milliers de flics en est une des premières manifestations. A plusieurs reprises, les slogans «Ponia, démission» ont été lancés.

Quelle est la signification de ce remue-ménage?

Ces messieurs ne s'agitent pas parce qu'ils sont utilisés pour réprimer les luttes ouvrières et populaires, pour faire la chasse aux jeunes dans les banlieues. Non, ce qu'ils veulent, c'est ce qu'ils appellent «la parité avec la gendarmerie», c'est-à-dire les mêmes salaires que les gendarmes. Ce que certains voudraient présenter comme un mouvement de caractère progressiste, ne vise en réalité qu'à défendre les intérêts matériels de ceux dont le rôle est de défendre l'existence de la dictature de la bourgeoisie.

Mais l'agitation de ces messieurs recouvre encore autre chose: les querelles des différents partis bourgeois en prévision des futures élections législatives.

Le PS et le PCF, en prévision d'une arrivée éventuelle

au gouvernement cherchent à l'heure actuelle à renforcer leurs positions parmi la police. D'intenses manœuvres se déroulent, chaque parti bourgeois cherchant à s'assurer le soutien de certains secteurs de la police.

Les partis de l'Union de la gauche, qui ont déjà de solides positions dans la police, cherchent à les renforcer en se présentant comme les partisans de l'augmentation des moyens de la police, de ses effectifs ainsi que des salaires versés aux flics.

Dans tout cela, l'intérêt des travailleurs est absent. Que ces messieurs refusent d'aller réprimer les travailleurs, s'opposent à l'application des ordres qu'ils reçoivent pour faire la chasse aux jeunes et aux immigrés, et alors il y aura quelque chose de changé.

Rien n'indique aujourd'hui que ce soit demain la veille.

Amis lecteurs aidez-nous achetez toujours L'Humanité rouge dans le même kiosque

JACQUES JURQUET ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueils de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Editions du Centenaire disponible sur commande à E 100 24 rue Philippe de Girard 75 000 Paris Prix : 30 F



Mas (Toulouse)

Première grève combative pour les salaires

Mas, usine de confection de 600 ouvrières (quelques ouvriers), est en grève pour les salaires.

Déjà en 73, une grève avait eu lieu contre les licenciements, mais elle n'avait pas réussi à les empêcher. Depuis, un certain défaitisme s'était installé. Les ouvrières s'étaient senties flouées par la CGT, et la CFDT, malgré une rentrée spectaculaire après la grève, restait largement minoritaire.

Mais les marxistes-léninistes de l'usine ne perdaient pas confiance et s'attachaient à expliquer les raisons de la défaite, les moyens de ne pas se laisser avoir une nouvelle fois. Toujours ils appelaient à renforcer la résistance contre les patrons, à s'organiser dans le syndicat qui, dans l'usine, répond

le mieux aux aspirations des travailleurs.

Dans la CFDT, les marxistes-léninistes se sont attachés à faire perdre le « complexe d'infériorité », de « minoritaires », qui bloquait l'épanouissement de la section et même la faisait régresser. Inlassablement, ils ont expliqué que même minoritaire, la CFDT devait prendre position, impulser certains débats et actions. C'est ainsi que depuis le début de l'année la section remettait en cause la récupération des ponts. Les explications rencontraient un large écho dans les ateliers...

Mais avec la crise, et la combativité montante, le patron envisage des licenciements, tout en employant des moyens moins directs : il essaie de faire partir les ouvrières d'elles-mêmes par

diverses pressions. Dans le cas où cela ne marche pas : lettres d'avertissement, préparant des licenciements pour faute grave.

Mais plusieurs débrayages de quelques ouvrières contre ces lettres, pour l'amélioration des conditions de travail (climatisation), devaient rapidement dissuader la direction de continuer ce petit manège.

Notons que ces réactions peuvent paraître naturelles, elles le sont de la part des ouvrières, mais c'est la première fois qu'elles sont impulsées par un syndicat. Jusqu'ici la CGT ne voulait pas, et la CFDT n'osait pas appeler à des débrayages, même limités, contre la répression (même lorsqu'une déléguée CFDT a reçu une lettre).

Il a fallu du temps, un nouveau style de travail de la section CFDT pour y parvenir.

Depuis vendredi Mas est en grève générale !

Depuis quelque temps, les bruits les plus divers couraient sur Mas : fermeture, licenciements... Jeudi 14, un comité central d'entreprise avait lieu. Le personnel attendait avec intérêt vendredi matin pour savoir ce qui avait été dit jeudi. Mais la direction n'a donné aucune indication claire sur l'emploi. Alors, réunies en AG, les ouvrières décidaient de soutenir et adopter les propositions CFDT : luttons pour les salaires, car les bruits concernant l'avenir de l'usine peuvent avoir pour but d'empêcher la lutte pour les salaires. De toute façon, si notre emploi est menacé, en luttant aujourd'hui pour nos salaires, nous apprendrons à nous unir, à connaître nos ennemis, nos amis ; à mesurer notre force, à nous organiser. Et ainsi nous serons prêts à engager les combats futurs.

Vendredi donc, une AG combative rassemblant 70 % du personnel a décidé :

1) de rester sur place, refusant toute proposition du genre : « Reprenons le travail, en attendant une réponse de la direction » ou bien : « Rentrons chez nous en attendant ».

2) de poursuivre la grève lundi, avec une nouvelle AG lundi matin, pour obtenir 0,90 F d'augmentation (la réunion paritaire Midi-Pyrénées propose 0,60 F, jugés très insuffisants par les ouvrières).

Les marxistes-léninistes de chez Mas ont confiance dans la détermination des grévistes et leur clairvoyance. Elles sont dans la lutte et feront tout pour que cela aboutisse à la victoire.

Les communistes marxistes-léninistes de chez Mas.

RESTRUCTURATION DU GROUPE RATIER-Forest-GSP ET... 265 LICENCIEMENTS A FIGEAC 58 A COURBEVOIE ET 150 A ALBERT

L'usine de Ratier (Figeac) fait partie du groupe Ratier-Forest-GSP, division aéronautique (1 100 personnes), qui compte dans la division machine-outil, des usines à Capdenac : 450 personnes, 300 à Courbevoie, 300 à Albert, 450 à Châteaudun.

Les licenciements n'ont qu'un seul but : rentabiliser au maximum les usines du groupe, afin de réaliser encore plus de profits !

A Figeac, la CGT est majoritaire, la CFDT minoritaire, la CGC majoritaire chez les cadres. Les dirigeants de la CGT collaborent ouvertement avec la direction, arrêtant la grève de juin et licenciant un ouvrier de la Coop.

Dans le conflit actuel, les dirigeants

Le mercredi 6 octobre dans l'après-midi, l'agence locale pour l'emploi du 118 bis, rue de Tavel (Paris-15e) brûlait. Le feu s'était propagé en 3 minutes, les personnes présentes ont eu une minute pour évacuer.

ANPE XVè

Etendre au maximum le mouvement

Le personnel de l'ANPE refuse de reprendre le travail dans un local non conforme aux normes de sécurité.

Le 13/10, des convocations ont été envoyées au personnel en lutte, leur imposant une reprise de travail dans 6 locaux différents (dispersés dans le 15e et le 14e arrondissements) d'où : division du personnel ; c'est très « pratique » pour les chômeurs qui iront s'inscrire à un endroit, déposer leur dossier ailleurs, pointer autre part... Et on nous reproche de ne pas avoir le sens du service public !!!

Cette solution a été refusée par l'ensemble du personnel qui n'a pas répondu à ces convocations (solution qui d'ailleurs paraissait acceptable pour un responsable CGT : « Vous pourrez malgré tout continuer la lutte chacun de votre côté, attention aux suppressions de salaire... »). Nous n'avons pas tenu compte de son avis — c'est lui qui avait cassé la grève de 10 jours du personnel ANPE en 1974 !).

De plus, ces locaux, trouvés miraculeusement par la direction, ont été visités par un contrôleur de la préfecture de police, dont le rapport fait état de nombreuses insuffisances (gros travaux d'aménagement à faire, panneaux à supprimer, issues de secours, impossibilité d'y recevoir le public, présence de matériaux inflammables...). La direction nous promet de faire faire ces travaux, mais d'y rentrer avant. On connaît parfaitement les promesses de la direction ANPE ! Il n'est donc pas question pour nous de laisser et notre santé et notre peau pour des responsables incompetents ! Nous sommes donc retournés à la DG pour leur signaler que nous n'acceptons pas une telle situation. Ce que nous voulons : un local pour le 15e, un local

pour le 6e/7e conforme aux normes de sécurité.

Face à ce refus, la direction a donc commencé ses manœuvres d'intimidation : suppression du salaire pour le personnel en lutte à dater du 14/10 (envoi de télégrammes dans l'après-midi du 15/10).

Face à cela, nous avons commencé sérieusement notre riposte :

- popularisation de notre lutte auprès des autres unités de Paris (20 à 25). Le personnel Javel/Solférino (15e et 6e/7e) viendra chaque matin dans une agence différente pour expliquer sa position, et faire savoir à ses collègues qu'ils travaillent dans les mêmes conditions d'insécurité, donc courent les mêmes risques que lui ! (Cela a été fait vendredi dernier à l'agence de Cardinet—Porte de Clichy où une partie du personnel a débrayé pour nous écouter, et nous a lu une pétition de solidarité)
- popularisation auprès des chômeurs des arrondissements (15e — 6e/7e) en liaison avec UL-CFDT et UL-CGT (permanence aux UL et tracts).
- liaison avec la presse.
- création d'un « collectif ».
- une liaison doit être établie avec le groupe Paileron.
- possibilité d'envisager un recours auprès du tribunal administratif.
- amener le maximum de personnes et de chômeurs en manifestation au ministère du Travail mercredi.

Notre seule issue : étendre au maximum le mouvement sur Paris et la région parisienne.

Correspondant HR.

Les trotskystes et le soutien aux luttes

SOUTIEN AUX REVISIONNISTES !

Qui sont les amis, qui sont les ennemis des travailleurs ? Qui soutient leurs luttes ? Qui les sabote ? C'est la ligne qui est déterminante. Celle des trotskystes, quelle que soit leur chapelle, est de plus en plus claire. La pratique en est le critère !

Dans l'Essonne (91), à Brétigny, lors de la grève des éducateurs du foyer pour l'enfance (cf. HR No 532), certains, militant par ailleurs

au groupe Révolution, ont refusé, a priori, sans discussion générale, le soutien des marxistes-léninistes de la ville, sinon ils n'auraient pas le soutien des révisionnistes ! Résultat : Blin, le futur candidat aux municipales du PCF se sert de leur mouvement comme tremplin et, la victoire obtenue, colle sa photo sur les affiches des grévistes popularisant la lutte.

A Juvisy, à une réunion du comité de soutien pour Sanders (contre la répression patronale, pour la réintégration du délégué syndical licencié), des militants de Révolution de l'hôpital de Corbeil viennent en tant que section syndicale CGT du centre hospitalier. Les membres du comité leur répondent que l'adhésion se fait à titre individuel et se place sous la direction des travailleurs. Cette précision faite, il leur est demandé d'autre part, en tant que section CGT, quelles initiatives de soutien vont-ils prendre ? Et la réponse fut à peu près : nous diffuserons des tracts de soutien, quand il y aura beaucoup de sections syndicales à Corbeil qui le feront, sinon nous nous mettrons mal avec l'UL (dirigée par les révisionnistes, bien entendu !).

Fin août, les dirigeants révisionnistes de l'UD et de l'UL appelaient bien haut et bien fort, en AG départementale, à la défense des

droits syndicaux et contre la répression patronale, mais ni en septembre ni en octobre, il n'y a eu, à leur niveau, d'action entreprise pour le cas Sanders. Il faut dire que le délégué syndical appartient à un groupe se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotse-toung !

Ce délégué licencié avait pris contact avec les travailleurs d'Idéal Standard de Dammarie-les-Lys (près de Melun) qui occupent depuis un an et demi et qui, à cette occasion, organisaient une journée portes ouvertes. Mais le jour prévu (3/10), il n'était pas du tout attendu, et un dénommé Garcia, membre de la Ligue trotskyste, lui a tenu les propos suivants : « que les seules boîtes qui auraient la parole seraient : Lip et le Parisien libéré (!), qu'il y avait des luttes partout, que si on donnait la parole à tous, on n'en finirait pas ». Dans tout cela : pas question une seule fois du licenciement du délégué syndical, de la répression patronale, de tout le travail de lutte de classe de la section Sanders. Quand les trotskystes comme les révisionnistes disent servir les travailleurs en lutte, il faut comprendre qu'ils vont s'en servir !

A bas le révisionnisme, à bas le trotskysme, produit et agent du révisionnisme !

Correspondant HR.

LA FAUCILLE

Le prochain numéro sortira ce jeudi.

On trouvera au sommaire notamment :

- La position des marxistes-léninistes sur la sécheresse.

- Une interview de petits paysans de Dordogne.

- Les ventes de maïs américain en France.

- A propos du projet de nouvelle taxe de résorption payable par les petits électeurs.

- La sécheresse, le PCF, le Modéf et la FNSEA, des positions qui ne trompent pas.

- ainsi que d'autres nouvelles.

Disponible par commande à :

HR — La Faucille
BP 61 - 75861 Paris cedex 18
au prix de 1 F l'exemplaire, plus le port.



la France des luttes

QUELLE ISSUE POUR LA VITICULTURE ? (2)

Dans le texte publié dans notre précédent numéro était présenté l'accord interprofessionnel viticulteurs-négociants de juillet 1976 qui entérine toutes sortes de trafics avec les vins importés. Nous terminons la publication de cet article qui dénonce dans cette partie les illusions propagées par l'Union de la gauche et en particulier le faux Parti communiste français.

Nous devons souligner que tous les représentants de la bourgeoisie viticole ne clament pas un trop grand contentement à l'accord signé. Ils ont accepté cet accord selon eux par «réalisme», parce que c'est un pas en avant, «qu'il a des aspects positifs», et surtout peut-être parce qu'il fallait freiner le puissant mouvement anticapitaliste des masses viticoles, maintenir le statu-quo et donc passer un accord avec le négoce qui bien sûr étant plus puissant qu'eux a imposé sa loi.

Et parmi eux beaucoup se réclament, plus ou moins ouvertement, de l'Union de la gauche et avancent leur projet d'office du vin interprofessionnel à caractère «dirigiste» devant contrôler le marché, et qui doit, d'après eux, garantir un prix minimum à la production et un revenu équitable aux viticulteurs ; et évidemment ils développent parmi les masses les illusions électoralistes bien connues, de façon à détourner le juste mouvement des masses paysannes en lutte contre leurs ennemis, vers des voies de garage : «votez bien», c'est-à-dire à gauche, et «vos problèmes seront résolus» tel est le leit-motif de ces gens.

On peut avoir une idée de ce type d'office que nous réservent ces beaux messieurs de gauche quand on entend par exemple le faux Parti communiste français nous dire dans son exposé des motifs de son projet de loi d'office :

«Que la concertation interprofessionnelle a été heureuse pour les céréales» et que cela a permis une organisation des marchés et des prix qui ont assuré aux producteurs un minimum de revenus ; alors là il n'y a plus à se faire d'illusions, car ce type d'office, s'il peut servir

(1) Notons par ailleurs que Crémieux partage le pouvoir dans la Société des vins de France, avec le groupe CDC contrôlé lui-même par le groupe Pernod-Ricard, autre grand trust des spiritueux et boissons sans alcool. Quant au PDG du groupe Pernod-Ricard, Monsieur Ricard en personne, nul n'ignore ses grandes sympathies pour le PCF, qui ne manque jamais d'organiser ses fêtes, ses meetings, ses élections de «Miss Femme idéale» avec le concours de Ricard, qui peut ainsi se présenter comme une «entreprise au service du public».

à une fraction de la bourgeoisie dans sa rivalité contre une autre, ne sert que les intérêts des capitalistes comme l'Office national interprofessionnel des céréales qui a permis à une poignée de gros céréaliers, groupés ou non en coopératives, et de gros commerçants du blé de se constituer en puissantes affaires capitalistes ; et cet office-là n'a pas empêché, loin de là, la liquidation des petits producteurs de blé au profit des grands domaines céréaliers.

Ce projet d'office du faux PCF s'inscrit tout à fait dans son projet de capitalisme monopoliste bureaucratique d'Etat, qui s'il doit assurer un «prix minimum garanti» ce sera un prix qui garantira effectivement à la bourgeoisie viticole ses profits, mais qui n'empêchera pas la liquidation des petits viticulteurs.

Et comptons bien que le milliardaire Doumeng en ferait une arme pour grossir ses affaires de vins, et

faire passer sous sa coupe bien des coopératives du Midi viticole pour les regrouper sous sa houlette et les intégrer dans son trust de regroupement de coopératives et Sica et autres entreprises capitalistes qu'il dirige pour son propre compte, celui du PCF dont il est l'homme d'affaires et pour celui d'une poignée de capi-



A Béziers, le 18 février, 60 000 viticulteurs venus de tous les points du Midi ont exprimé leur exaspération. Le premier ministre de l'époque y a été brûlé en effigie.

talistes bureaucrates et agricoles ; et tout cela bien sûr, en exploitant ses nombreux ouvriers et employés ainsi que la masse des petits et moyens paysans adhérents des nombreuses coopérati-

D'après le «Cri», journal des marxistes-léninistes de la région Languedoc-Roussillon octobre 1976



ves qu'il contrôle et dont il gère le capital à son profit.

Rappelons que Doumeng trafique déjà dans le vin avec sa Sica-vin où il est d'ailleurs acquiné avec la Société des vins de France de Crémieux, autre magnat du vin (1), ce qui suffit à situer cet escroc et en affaires et en politique ainsi que

ce au service du capital.

Non, l'Union de la gauche au pouvoir, n'est pas une solution à la misère et à l'exploitation des masses paysannes.

Face à la politique réactionnaire du gouvernement actuel, il importe de voir clair sur les illusions entretenues par le faux PCF

le parti qu'il sert.

Non, un office du vin qui contrôle le marché dans un Etat capitaliste avec la bourgeoisie de droite et de gauche au pouvoir, c'est un offi-

qui ne vise qu'à s'installer au pouvoir pour préserver les intérêts fondamentaux du capitalisme monopoliste d'Etat et à jeter notre pays dans la dépendance social-impérialisme russe.

Solidarité avec les «Pouteau»

La lutte des «Pouteau» continue ! Vendredi après-midi, le 15, pour manifester leur mécontentement face aux magouilles de la bourgeoisie avec son tribunal de commerce de Rennes, les travailleurs de chez Pouteau des agences de Rennes, Angers et Laval se sont déplacés pour exiger une solution rapide et satisfaisante pour l'ensemble des travailleurs de l'entreprise.

Ces beaux messieurs de la bourgeoisie ont certainement déjà statué pour la liquidation des biens de l'entreprise, mais par manœuvres (ça fait déjà 6 mois qu'ils jouent avec les travailleurs), cette décision est repoussée à mardi.

Le fameux «plan de redressement» de Quillery proposé par la bourgeoisie n'était en réalité qu'une farce destinée à démobiliser les travailleurs.

Face à cela, les travailleurs de chez Pouteau avec leur comité de grève durcissent leur lutte et travaillent dans différentes commissions (relations extérieures, femmes, immigrés, etc.). Une porte ouverte a eu lieu le dimanche 10 pour populariser la lutte et montrer les conditions de travail dans leur entreprise.

Le samedi 16 octobre, les travailleurs de chez Pouteau ont montré concrètement leur solidarité avec l'ensemble des travailleurs en lutte contre le capitalisme en participant à la journée porte ouverte organisée par les Réo de Fougères. Cette journée leur a permis d'inviter les Réo à participer au gala-meeting que le comité de grève et le comité de soutien ont organisé conjointement pour le vendredi 22 octobre, salle du Vieux Château à Laval de 18 h à 24 h, avec la participation d'autres boîtes en lutte telle que Caron-Ozanne.

Venez nombreux soutenir les «Pouteau» dans leur lutte contre tout licenciement, une garantie des salaires, le maintien des avantages acquis, le respect des droits syndicaux.

Correspondant HR

Grève d'un chantier parisien de la G.T.M

Les patrons dans tous les secteurs essaient par tous les moyens de faire payer les frais de leur crise aux travailleurs ; et ce sont d'incessantes réductions d'horaires avec pertes de salaires et de continuelles augmentations des cadences de travail. Pour arriver à leurs fins, tous les moyens sont bons... à condition que les travailleurs l'acceptent !

La GTM (Générale des travaux de Marseille) pour sa part a voulu écraser les ouvriers par l'intermédiaire de chefs de chantiers racistes et fascistes, de vrais garde-chiourmes.

Si un travailleur lève seulement la tête ou échange quelques paroles avec un autre en travaillant, suivant le bon vouloir du chef de chantier, il peut avoir un avertissement et être mis à pied pour deux jours ! Cela fait deux sanctions, et à la troisième il est renvoyé !

C'est ce qui s'est passé il y a quinze jours : mise à pied et avertissements pour un ouvrier français. Il était syndiqué CFDT et proche de surcroît des travailleurs immigrés de cinq nationalités — la majorité des ouvriers sont immigrés — ce qui partout déplaît énormément à tous les patrons.

Devant cette mesure répressive, les 42 travailleurs du chantier, rue Saint-Lazare à Paris dans 8e, ont répondu du tac au tac. Ils se sont tous mis en grève, ont formé un piquet de grève et contacté les autres chantiers où sévissent les mêmes brimades. La lutte peut donc s'étendre à d'autres chantiers de la GTM.

Jusqu'à présent les contacts avec la direction n'ont rien donné. La direction espère certainement faire pourrir la grève. Mais les travailleurs, unis à la base et dans l'action, français et immigrés, feront plier la direction fasciste et raciste. Les travailleurs de la GTM vaincront !

Correspondant HR

GREVE A LA CAISSE D'EPARGNE DE PARIS

Les travailleurs de la CEP en sont à leur 13e jour de grève.

Plus de 1 100 employés sont en grève sur un total de 1 300.

L'assemblée générale a, aujourd'hui 19 octobre, de nouveau reconduit la grève par 895 voix pour 5 contre et 7 abstentions.

Les employés sont en lutte autour du cahier revendicatif suivant :

— prime de fin d'année que le patron prétend supprimer. Cette prime est un élément important du salaire puisqu'elle en représente 8 %.

— augmentation des effectifs : rucroit de travail de 10 % en un an. Un recrutement de plusieurs dizaines d'employés s'impose.

— respect des droits syndicaux.

— la direction projette le démantèlement du service immobilier qui gère les immeubles de la CEP où est logée une partie importante du personnel. Ce service doit être confié à un cabinet de gestion qui répercuterait ses frais de gestion sur les loyers des employés.

— garantie de l'emploi pour les auxiliaires.

— tableau d'avancement : le personnel demande à ce que, comme par le passé, l'avancement s'effectue à l'ancienneté.

— contre la remise en cause des prêts attribués au personnel.

Malgré la grande mobilisation des travailleurs, la direction générale refuse de céder et affirme qu'elle laissera pourrir la grève.

Cette attitude patronale montre bien la voie que les employés doivent suivre. En effet, si le simple rapport de forces quantitatif ne peut suffire à faire plier la direction générale, il nous faudra envisager un durcissement et un renforcement qualitatif du mouvement en employant d'autres modes d'action.

Les employés de la CEP sont déterminés à lutter jusqu'à satisfaction des revendications.

Les employés marxistes-léninistes de la Caisse d'épargne de Paris.

Des postiers de Montparnasse protestent contre les arrestations en Pologne

Les travailleurs CFDT et CGT du tri-Montparnasse protestent dans un communiqué contre «la vague de répression engagée par la bureaucratie en Pologne contre le mouvement ouvrier». Faisant état de «plusieurs milliers d'arrestations», le communiqué réclame la «levée immédiate de toutes les sanctions prises contre les travailleurs polonais» à la suite des grèves du 25 juin 1976.



Les travailleurs immigrés et le logement (2)

Le contrôle des travailleurs immigrés par les foyers hotels

Depuis plusieurs années la bourgeoisie met en œuvre un vaste programme de construction de foyers-hotels. Il s'agit d'un plan délibéré qui entre dans le cadre de la restructuration de sa politique d'immigration en fonction de la crise capitaliste. Ces foyers dont la capacité actuelle permet déjà de loger 14 % des travailleurs isolés absorbent la majeure partie des crédits que l'État affecte au logement des travailleurs immigrés. Beaucoup d'entre eux sont pourtant des hommes mariés qui désirent parfois faire venir leur famille en France le temps de leur séjour. Mais pour les capitalistes ils ne sont que des esclaves salariés dont il s'agit de tirer le maximum de profit sans se soucier de leurs désirs ni de leurs besoins.

Un univers concentrationnaire

Il faut démentir une propagande mystificatrice : les foyers-hotels n'ont rien d'hôtels 3 étoiles comme voudraient le faire croire aussi bien le gouvernement que les révisionnistes. D'abord il y en a de toutes sortes : d'anciens immeubles rénovés avec des fonds « publics », d'anciens entrepôts ou des usines désaffectées aménagées en foyers, d'anciens foyers d'urgence qui ont la vie dure, des foyers d'urgence modernes comme ceux édifiés à Fos sur la zone industrielle. Les foyers neufs eux-mêmes ne sont jamais que des enfilades de chambres de 7 m² séparées par de minces cloisons laissant passer le bruit et même

parfois la lumière, et donnant sur le même couloir. Si l'on ajoute que les ouvriers sont souvent deux par chambre et les horaires décalés du fait des 3 x 8, on voit qu'il est difficile de s'y reposer.

Ces travailleurs qui paient 200 à 300 F pour un lit n'ont aucun droit. Ils n'ont pas le statut de locataire, pas de bail, et peuvent être expulsés du foyer du jour au lendemain. Ils ne peuvent recevoir librement dans leur chambre, ne peuvent y faire entrer une femme, n'ont même pas le droit de changer de place le mobilier ou de décorer la chambre à leur goût : bref ils ne sont pas chez eux et le gérant seul juge de l'application de ce règlement draconien peut entrer dans leur chambre n'importe quand pour contrôler. Quant à la liberté de réunion, d'association, d'expression, il est bien évident dans ces conditions qu'elle est inexistante.

Pourquoi cette politique de foyers-hotels ?

Elle vise à l'isolement et au contrôle des travailleurs immigrés. Ce n'est pas un hasard si la plupart des foyers sont construits, y compris dans les villes nouvelles, à l'écart de la population française, en périphérie des quartiers d'habitation, relégués près des zones industrielles, des voies de chemin de fer, etc. Les luttes des foyers-taudis de 72/73 ont fait la preuve de la solidarité de classe existant, au niveau des quartiers et malgré le racisme distillé par la bourgeoisie, entre Français et immigrés. La bourgeoisie prend soin, depuis, en détruisant les vieux quartiers populaires de reloger les ouvriers immigrés à part dans des cités de transit ou en foyers-hotels. Elle voudrait

ainsi isoler des travailleurs français, le quart de la classe ouvrière, l'encadrer, ne pas le laisser fuir ce une minute à l'abri de la répression... Mais les travailleurs des foyers se révoltent, refusent d'être parqués et entassés, de mener une vie d'esclave, luttent, outre la baisse des loyers, pour le droit de visite et de réunion, le statut de locataires, le remplacement des gérants légionnaires par des concierges, etc.

Les foyers-hotels ça rapporte !

La Sonacotra, société d'économie mixte à fonds en partie « publics » et à but « non lucratif » a reversé des sommes rondellettes à sa filiale Logirep pour essayer de ne pas faire de bénéfices, « sur le papier » tout au moins. Ce monopole des foyers-hotels gère 230 foyers soit 60 000 lits au moins sur toute la France : à 200 - 300 F par mois le lit, cela représente jusqu'à 2 700 F pour 60 m², plusieurs fois un loyer HLM à surface égale ! C'est juteux, non ? D'autant plus que le financement provient pour beaucoup de subventions et de cotisations familiales soustraites aux immigrés eux-mêmes (l'État prélève et reverse au FAS, qui subventionne les sociétés gestionnaires, la différence entre le taux français et le taux algérien, portugais, etc. des cotisations).

C'est une bonne affaire aussi pour les capitalistes employeurs qui, moyennant une somme modique, arrivent à disposer d'un certain nombre de lits dans divers foyers et à contrôler ainsi plus étroitement la main-d'œuvre, le logement allant alors de pair avec le contrat de travail.

(A suivre).

Le naufrage du "Bohlen"

LA MAREE NOIRE S'ETEND AU CONTINENT

Le pétrole continue de s'échapper des cuves du pétrolier allemand « Bohlen » coulé par 120 m de fond à la suite de son naufrage dans la nuit de jeudi à vendredi dernier au large de l'île de Sein. Malgré l'épandage de dépolluant sur les nappes de nombreuses plaques dérivent avec les courants et viennent s'échouer sur des kilomètres du littoral de la pointe du Raz à la baie d'Audierne. A l'île de Sein dont tout le pourtour est recouvert de plaques de mazout, les soldats du contingent vont essayer de les déblayer et de les ramasser dans des poubelles. Doré et déjà c'est la catastrophe pour les pêcheurs de l'île de Sein et de nombreux pêcheurs bretons. Des marins réclament l'interdiction aux pétroliers de la chaussée de Sein où il y a trop d'écueils.

Nombreux sont ceux qui n'hésitent pas à dire que les douze morts et les treize disparus du pétrolier auraient pu être sauvés si le canot de sauvetage de l'île avait été suffisamment puissant et en état de fonctionnement.



LES TACHES NOIRES : le front du mazout échappé de l'épave du « Bohlen ».

Il faut lire et étudier les œuvres de Mao Tsé-toung

Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yenan

Alors qu'il trouvait le temps pour participer au travail productif, c'est dans la base libérée de Yenan que le président Mao a prononcé un rapport très important aux causeries sur la littérature et l'art, qui se tinrent en mai 1942. Mao a toujours considéré d'un grand intérêt les questions idéologiques, culturelles et de la propagande. Il est ainsi amené, dans ces interventions à Yenan, à développer les enseignements de Lénine, en particulier, en matière de culture en s'appuyant sur la pratique révolutionnaire des masses et des intellectuels chinois. C'est ainsi qu'il définit les deux problèmes fondamentaux de l'art et de la littérature : les arts sont, « en tant que formes idéologiques, le produit du reflet, dans le cerveau de l'homme, d'une vie sociale donnée » ; il n'y a pas d'art au-dessus des classes.

Ainsi les artistes et les écrivains révolutionnaires doivent se poser la question « qui servir » et « comment servir ». « Il faut servir le peuple » répond Mao, les masses populaires ont besoin d'un art révolutionnaire, comme la bourgeoisie et les impérialistes ont besoin d'un art qui défend leurs idées. Pour cela, il faut définir qui sont les masses populaires et se placer sur la position du prolétariat pour les servir. C'est à dire que les artistes et les écrivains doivent aller parmi les ouvriers et les paysans, se jeter au cœur de la lutte pratique, étudier le marxisme-léninisme et la société : « C'est seulement ainsi que nous pourrions créer une littérature et un art qui servent réellement les ouvriers, les paysans et les soldats » dit

Mao.

Mais comment servir le peuple ? Ou, comme il est posé aussi dans ce rapport, « devons-nous consacrer nos forces à élever le niveau de la littérature et l'art ou bien à les populariser ? ». Mao répond encore qu'il faut populariser les œuvres parmi les masses pour pouvoir élever leur niveau. Et comment faire ? Pour savoir ce dont ont besoin les masses, il faut aller parmi elles, apprendre d'elles. Pour éduquer, il faut apprendre. Il faut savoir quelles œuvres créer « capables d'éveiller les masses populaires, de les exalter, de les appeler à s'unir et à lutter ».

« Unir et éduquer le peuple, combattre et anéantir l'ennemi » telles sont les tâches de l'art révolutionnaire. Mao aborde également dans ce sens le problème de l'héritage artistique : « Assimiler d'un esprit critique ce qui est étranger et ancien suivant les intérêts de notre peuple ». Mao indique que les artistes et les écrivains doivent donner des armes également aux cadres du parti pour éduquer les masses. Mais, invariablement, le rôle de ces « spécialistes » est de se faire les élèves des masses et ceci constamment, tant sur le plan politique, idéologique que culturel.

Enfin, Mao met en pièces les thèmes de prédilection de la bourgeoisie et du révisionnisme dans ce domaine (la théorie de la nature humaine, l'amour au-dessus des classes, etc.). Tous ces problèmes abordés à Yenan, sont d'actualité à la lumière des luttes sur le front culturel qui se mènent aussi bien en Chine que dans le monde entier.

Pour vous procurer cette œuvre écrivez aux Éditions du Centenaire :

à Paris : 24, rue Philippe-de-Girard' Paris 10e

à Lyon : 33, rue René-Leynaud, 1er

Tome III : 9,95 F broché - 15,60 F relié

Vous pouvez également vous les procurer dans les librairies :

Les Herbes sauvages : 70, rue de Belleville, Paris 20e

La Force du Livre : 33, rue René-Leynaud, 69001 Lyon

ISSY-LES-MOULINEAUX

exposition «IMAGES DU PEUPLE CHINOIS»

« maison pour tous »
31 rue Gambetta

jusqu'au 21 octobre - entrée libre
avec au programme notamment

JEUDI 21 OCTOBRE A 20 H 30
Soirée débat sur le cinéma chinois :
Projection du film : « Notre époque de feu »

JOURNÉE DE L'AMITIÉ FRANCO-CHINOISE

LE 23 OCTOBRE 1976

Salle des Fêtes - Hôtel de Ville de Douai

en l'honneur du 27e anniversaire
de la République populaire de Chine

A 15 heures : film de Roger Pic sur la Chine

A 17 heures : montage diapos

A 20 h 30 : conférence-débat sur la Chine
après la mort de Mao Tsé-toung.



culturel

Un début à tout

Une nouvelle de
Dominique Pagelle

Michel, lui, commença à comprendre. Il cria « Touche pas ma femme ». Il attrapa par l'épaule de sa veste le délégué à côté de lui qui voulait grimper sur l'estrade : « Toi, fais gaffe à ta gueule ». L'autre broncha d'autant moins que trois jeunes étaient venus l'entourer et appuyer Michel. Sur l'estrade, Jacqueline avait repoussé le ponton vers son collègue. Elle se plaça bien en face des grévistes mais à côté du micro.

« Camarades ! »...

Sa voix sans micro porta si peu que sa gorge se noua. Elle eut l'impression d'être seule face à la mer et regarda vers son mari. Il tenait toujours par la veste le délégué geignant : « Mais enfin... Lâche-moi... Lâche-moi... » Ensuite, elle regarda le premier ponton en se demandant pendant une fraction de seconde d'où lui venait une si grosse voix. « Peut-être de son gros ventre ». Aussitôt elle se plaça face au micro et cria de toutes ses forces... « Camarades... » Les hauts-parleurs sifflèrent et portèrent son cri jusqu'aux cars des CRS. La foule qui s'éparpillait se resserra. Elle reprit sur un registre plus bas.

« Mon mari est au chômage et j'ai deux enfants. Et c'est pour ça que je suis en grève. C'est pas une raison pour s'arrêter mais au contraire pour continuer. En ce moment, la vie est dure pour tous les ouvriers. Mais si on arrête la grève sans avoir rien, ce sera encore pire qu'avant parce qu'en plus on aura perdu quatre journées. Si on reprend le travail, le patron ne donnera rien et nous rentrerons comme des chiens battus. Il faut continuer. »

Tous les grévistes applaudirent. Michel, bouche bée, son délégué à la main, n'en revenait pas. Autour de lui, des Arabes battaient frénétiquement des mains. Deux femmes disaient : « C'est vrai. Si on arrête, on aura fait tout ça pour rien. »

« Camarades... » reprit Jacqueline, elle ne savait plus où elle en était ni ce qu'il fallait dire ; elle dit ce mot encore une fois pour s'y retrouver. « Il faut s'organiser. Il faut la solidarité. Il faut faire des collectes de soutien dans les boîtes. Il faut faire des équipes pour populariser la lutte. Il faut faire des équipes pour garder les enfants. »

« Bravo ! » cria une voix de femme. Cette fois, ce fut un tonnerre d'applaudissements.

UNE SEMAINE SUR LA CHINE A BONDY (SEINE-ST-DENIS)

Du 23 au 31 octobre

l'Association Bondy-Culture et
l'Association des amitiés
franco-chinoises présentent

APPROCHE DE LA SOCIÉTÉ CHINOISE

films, expositions, conférences,
rencontres

EXPOSITIONS

HALL D'HONNEUR DE L'HOTEL DE VILLE

gravures sur soie, images du peuple
chinois, objets d'art artisanaux

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE
exposition de timbres-poste, livres
de Chine, livres sur la Chine

Les expositions seront ouvertes à
l'hôtel de Ville, du lundi au samedi, de
9 heures à 12 heures et de 14 heures à
18 heures, à la bibliothèque municipale,
aux heures normales habituelles.

Télévision

Ces derniers samedis, sur FR-3, Jean-Christophe Averty présentait une émission sur la Nouvelle-Orléans, capitale de la Louisiane américaine. On aurait pu attendre là une rétrospective historique sur les sévères luttes qui, au 18^e siècle, mirent à couteaux tirés les puissances coloniales intéressées au contrôle et au pillage de la vaste région du Mississippi (il s'agissait de l'Espagne, de la France et de l'Angleterre) ; ou bien sur les luttes menées avant et après la guerre de Sécession par le peuple noir américain contre les successeurs de ces puissances, les racistes yankees. Mais pas le moins du monde.

Averty met l'histoire en musique, ne s'intéresse qu'au jazz dont la Nouvelle-Orléans fut le berceau. Mais alors, il pouvait nous expliquer comment ce genre, né du sentiment et des révoltes des noirs des États du Sud, a d'abord été une culture musicale et chorale profondément populaire, puis a ensuite été détourné par les curés blancs, commercialisé dans les premiers studios de la RCA-Victor ou dans les cabarets-bordels de la ville, vidé de son contenu par les paroliers blancs, déformé esthétiquement jusqu'à la décadence, vers les années 30 et enfin totalement assimilé par l'impérialisme US et son système.

Celui-ci s'en est notamment servi comme caution pseudo-humaniste à son régime de ségrégation : « Vous voyez, on sait reconnaître l'apport de tous, chez nous, même celui des nègres ! » lançaient les cyniques « cow-boys » du capitalisme américain à la face des nations « indignées » par leur système bestial.

Mais non ! Averty est un « contestataire », mais « apolitique » : il s'est complu, pendant ces émissions, à évoquer béatement, d'une façon dérisoire et même imbécile la petite histoire, les charmes et les anecdotes mesquines du « paradis du jazz ». Drôle de paradis pour ces travailleurs et ces chômeurs noirs qui ne jouaient leur folklore, bien souvent, que pour ne pas crever de faim, et non par « enthousiasme » de leurs existences misérables.

D'ailleurs, les richards qui, de Boston ou New-York, venaient s'« encanailler » dans les innombrables tripots et bordels de Storyville, méprisaient hautement cette musique de « sauvages »

Averty, apôtre de la télévision de "qualité"

qu'ils n'écoutaient que pour son « exotisme ». Et, à la vue de ces émissions, on peut se demander si l'entichement quasi-fanatique d'Averty pour le jazz, sa recherche du « pittoresque », sa préférence pour ceux qui ont percé, tels Armstrong ou King Oliver, ses accents de nostalgie rétro ne visent pas à nous ramener à cette attitude de curiosité condescendante

pour « l'insolite » culture des peuples dits « inférieurs » — comme celle des colonialistes français pour l'« art nègre » vers 1920 —. Attitude typique d'un falsificateur de l'histoire et d'un esthète de l'impérialisme.

Averty a été, cet été, pour beaucoup dans le déboulonnage provisoire de Guy Lux et sa clique écla-

boussée par quelques amorces — bien vite étouffées — de scandales retentissants allant jusqu'à des polémiques violentes avec lui.

Quand on voit ce que fait Averty, on s'aperçoit que la télévision de « qualité » qu'il défend contre la télévision « vulgaire » de Guy Lux reste tout autant une télévision de mensonges et de diversion.

Disques

«LE TEMPS DES PAVES» chansons de Jean Baptiste Clément

12 poèmes de Jean-Baptiste Clément (1836-1903) rassemblés et interprétés par Adrienne Chaumont, autant dire la vie du peuple, ses espoirs et ses misères, mis en musique ! (1)

Pour ceux qui ne le connaissent pas, J.B. Clément est une incitation permanente à la révolte des travailleurs qui savent par expérience combien le pain est dur à gagner et qui sont las de voir une poignée de parasites vivre grassement aux dépens des travailleurs qui meurent à la peine. J.B. Clément, c'est le talent mis au service du peuple, c'est la volonté de brandir l'étendard de la révolte qui l'amènera vite à connaître les quatre murs d'une prison (condamnation pour « offenses envers l'empereur » et « provocation à commettre plusieurs crimes ») et à être condamné à mort par contumace pour avoir très activement participé à la Commune de Paris.

Autant dire que ses chansons, notamment celles qui sont mises en musique dans ce 33 tours, sont un témoignage de valeur sur le puissant mouvement révolutionnaire qui a marqué la fin du 19^e siècle.

Admirablement interprétées par Adrienne Chaumont, dans le style de l'époque, ces chansons ont toutes une grande valeur artistique qui met en relief la qualité politique des paroles.

En témoigne, par exemple, ce couplet tiré de « l'exergue » (l'enfant pauvre) :
« Et maintenant que l'on devine
Chez les gens bien élevés
Pourquoi le jour de la famine
Fait sauter les pavés,

Un enfant, la mine
farouche
Vient brûler sa cartouche
En entonnant le chant
des gueux !



Jean-Baptiste Clément

... Ah ! vous ne savez pas,
vous autres
Qui n'êtes pas des nôtres
Comme on a froid le
ventre creux ! »

Il est d'ailleurs intéressant de noter ce que Clément déclara en 1874 (c'est-à-dire après la défaite de la Commune) à propos du style qu'il préconisait : « Les événements de 1871, la lutte héroïque que les combattants de la Commune soutinrent contre les armées versaillaises, les grands principes qui étaient en cause, les massacres de la semaine sanglante, l'implacable vengeance des vainqueurs contribuèrent bien plus encore que tous les traités d'économie politique et sociale et que toutes les théories des philosophes à me confirmer dans cette idée : qu'il n'y avait plus de réconciliation possible entre les vainqueurs et les vaincus et qu'il fallait par tous les moyens, par les journaux, par les livres, par les brochures, par la parole, par les chansons forcer le peuple à voir sa misère, à s'occuper de ses intérêts et à hâter ainsi l'heure de la solution du grand problème social... »

« Mais il y avait à craindre que des chansons à thé-

ses fussent monotones comme un discours d'académicien ou ennuyeuses comme un article d'économie politique. Cet écueil qu'on me signalait me parut facile à éviter.

« Il n'y avait à mon avis qu'à ouvrir la huche des pauvres gens pour voir qu'il n'y avait pas de pain dedans. Il n'y avait qu'à suivre l'ouvrier dans sa vie de labeur et de misère pour trouver le mot vrai, la note sociale et empoignante. Il n'y avait qu'à pénétrer dans les mines, dans les manufactures, dans les chantiers pour dépeindre en langue simple les souffrances des travailleurs, pour protester contre l'esclavage moderne et mettre en chanson les revendications prolétariennes. »

N'y a-t-il pas là de quoi s'inspirer, plus d'un siècle après que ces quelques lignes aient été écrites ? C'est en tout cas ce qui a fait la force poétique de J.B. Clément, et c'est pour cela qu'il faut recommander la lecture de ses poèmes et l'audition de ses chansons.

(1) « Le temps des pavés »
distribution : Disques CBS
référence : 30 U 120
Jean-Baptiste Clément

L'Humanité Rouge

L'Albanie, phare du socialisme en Europe (6)

PLUS DE 30 ANS DE LUTTE CONTRE LE REVISIONNISME

La bourgeoisie de tout bord s'acharne à faire croire que le révisionnisme c'est le socialisme ; pour cela elle se réfère à la dictature faciste qui sévit aujourd'hui en URSS et dans les ex-pays de démocratie populaire (Pologne, RDA...). Elle pratique l'amalgame vis-à-vis de la Chine ou de l'Albanie pour tenter d'accréditer que c'est la même chose, alors qu'il s'agit du jour et de la nuit, du marxisme-léninisme et du révisionnisme. C'est nier la dure lutte qui s'est menée entre ces deux voies antagoniques, où l'Albanie et la Chine ont joué un rôle considérable pour préserver le marxisme-léninisme.

Dans un premier temps, le Parti du travail* d'Albanie (PTA) a dû faire échec aux assauts répétés des révisionnistes yougoslaves qui, quelques années plus tard, seront conjugués à ceux du groupe Khroutchev. C'est au nom du grand et glorieux Parti de Lénine et de Staline, que le groupe Khroutchev lancera les plus violentes attaques jamais portées contre le Mouvement communiste international.

C'est une de ces grandes pages d'histoire que nous devons faire connaître pour montrer que le révisionnisme est un ennemi mortel du mouvement ouvrier, usant de toutes les méthodes les plus viles pour essayer de le détruire. Inspirons-nous de l'exemple de l'héroïque Parti du travail d'Albanie qui a osé le combattre et déjouer toutes ces manœuvres.

La lutte de Libération nationale était à peine terminée, le pouvoir populaire à peine instauré, que déjà les dirigeants révisionnistes yougoslaves passaient à l'attaque s'imaginant ne faire qu'une bouchée de la « petite » Albanie.

En fait c'est dès 1943, que la direction du Parti communiste de Yougoslavie (PCY) avait lancé des accusations mensongères contre le Comité central (CC) du Parti du travail d'Albanie (PTA). Ainsi il laissait entendre que, soi-disant, le PTA n'était pas en mesure de remplir seul ses fonctions de direction ni d'éviter de lourdes erreurs, s'il ne recevait pas des directives de la « direction plus expérimentée » du Parti communiste de Yougoslavie ! En fait, déjà à ce moment-là, s'était fait jour — de la part de la direction yougoslave — la volonté d'annexer l'Albanie.

En 1944, la pression de la direction du PCY s'était encore accentuée ; elle cherchait à répandre dans le peuple albanais l'idée que : la création du PTA, la lutte de Libération nationale ; le PTA le devait au PCY et à Tito (!) et que l'Albanie nouvelle devait regarder son avenir comme étant rattaché aux destinées de la Yougoslavie et uniquement de la Yougoslavie ! En novembre 1944, lors du 2e Plénum du CC du PTA, la direction du PCY a voulu renverser le secrétaire général — le camarade Enver Hoxha. La majorité du Plénum en repoussant cette demande fit échec aux comploteurs titistes et à leurs agents dans la direction du PTA.

Ecrasement de l'intervention hostile des révisionnistes yougoslaves

Bien entendu, les révisionnistes yougoslaves n'en ont pas moins continué leurs accusations mensongères, leurs ingérences dans les affaires du parti et de l'État albanais (dans l'économie, l'armée, ...)

L'activité hostile des titistes et de leur officine dans le PTA, atteignit son paroxysme au 8e Plénum du CC du PTA en février 1948, à tel point que momentanément, la résistance du Comité central du PTA fut brisée. En effet, la majorité du Plénum accepta les accusations de Tito. La juste ligne politique et économique du PTA fut gravement violée. L'indépendance et la souveraineté nationales furent directement mises en péril.

Après le plénum, les titistes, croyant avoir complètement soumis le PTA, s'ingéraient plus ouvertement et brutalement dans les affaires intérieures du parti et de l'État albanais. Leurs prétentions annexionnistes reçurent la ferme opposition

de principe du camarade Enver Hoxha. Sentant que ses intentions pouvaient être rapidement percées à jour, la direction yougoslave invoqua comme prétexte le prétendu danger d'une prochaine attaque de la Grèce monarcho-fasciste contre l'Albanie, pour demander à y dépêcher d'urgence plusieurs divisions de l'armée yougoslave. Sans le refus du CC du PTA l'occupation de l'Albanie serait devenue un fait accompli et aurait permis aux titistes de briser les résistances à son annexion. Le camarade Enver Hoxha fit part à Staline de tout cela, qui en retour le mit au courant des lettres envoyées par le CC du PC (b) de l'URSS au CC du PCY où ce dernier était sévèrement critiqué pour son attitude antisoviétique, pour le fait qu'il suivait une ligne opportuniste menant à la restauration du capitalisme, pour violation des normes léninistes dans la vie intérieure du parti et pour l'arrogance et la présomption de ses dirigeants.

A la lumière de ces lettres, le CC du PTA vit dans toute leur clarté le caractère et les objectifs de l'ingérence yougoslave en Albanie.

La réunion du Bureau d'information (des partis communistes et ouvriers) tenue en juin 1948, aboutit à la conclusion que la direction du PCY s'était écartée du marxisme-léninisme pour s'engager dans la voie de la révision de celui-ci (le révisionnisme), qu'elle avait trahi le socialisme et glissé sur les positions du nationalisme bourgeois. Le PCY fut condamné comme traître à la cause du socialisme et de l'internationalisme prolétarien.

Le CC du PTA souscrivit pleinement à cette résolution, tout le parti exprima sa confiance dans le CC et le camarade Enver Hoxha.

Le 11e Plénum du CC du PTA, en septembre 1948, procéda à une vaste analyse de la ligne politique et de l'activité du parti, mis à nu les raisons des erreurs commises et définit les mesures à prendre pour rectifier. Il mit fin à toutes les déformations et erreurs dans la ligne politique et organisationnelle du Parti dues aux ingérences yougoslaves.

Khroutchev renoue avec Tito

Après la mort de Staline en mars 1953, les éléments révisionnistes dans le PC — y compris le PCUS — commencèrent à développer leur activité, à saper les fondations de leurs partis et à miner l'unité du Mouvement communiste international. Dans les années 1954-1955, les préparatifs des révisionnistes en vue d'un assaut général prirent une grande ampleur. Leur activité se concentra principalement sur trois objectifs : la propagation de l'idée

de l'extinction de la lutte de classes ; le rapprochement avec la clique Tito et la réhabilitation de cette dernière ; la substitution de la collaboration avec les chefs de file de l'impérialisme à la lutte des peuples pour la sauvegarde de la paix.

Les révisionnistes modernes voyaient dans la voie suivie par les révisionnistes yougoslaves le modèle de leur voie commune et en la clique Tito leur allié le plus sûr contre le marxisme-léninisme. En mai 1955, Khroutchev, sans demander l'approbation des autres partis, décida de rejeter les décisions du Bureau d'information et les appréciations de tous les partis communistes et ouvriers sur la trahison de la clique de Tito et réhabiliter celle-ci.

Le PTA, en excluant de sa direction et de ses rangs les éléments qui voulaient donner au parti une orientation analogue à celle des révisionnistes yougoslaves, en écrasant l'opportunisme de droite, non seulement empêcha que fut frayée la voie au révisionnisme en son sein, mais il se prépara à mieux soutenir la lutte à venir contre les manifestations d'opportunisme de droite au sein du Mouvement communiste international.

Situation tendue au sein du Mouvement communiste international

Au 20e Congrès du PCUS — qui se tint en février 1956 — le groupe de Khroutchev, après trois ans de préparatifs, lança une violente attaque contre les principes fondamentaux du marxisme-léninisme et contre la ligne générale marxiste-léniniste suivie par le PCUS sous la direction de Staline.

Khroutchev déclarait : « Nous voulons être amis avec les États-Unis et coopérer avec eux dans la lutte pour la paix et la sécurité des peuples ». C'était la « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, alors le plus agressif et le plus dangereux. Subordonnant le passage au socialisme à la coexistence pacifique, il mit tout l'accent sur le « passage pacifique » et l'assimila au passage « par la voie parlementaire ».

L'attaque contre Staline était lancée dans un dessein bien déterminé : justifier la destruction de la ligne marxiste-léniniste du PCUS, adopter une ligne politique nouvelle, révisionniste.

Khroutchev et son groupe proclamèrent la ligne révisionniste du 20e Congrès, ligne générale du Mouvement communiste international et usèrent de tous les moyens pour tenter de l'imposer à tous les partis communistes et ouvriers. Encouragés par ces conclusions, les ennemis du communisme déclenchèrent une campagne forcée contre le marxisme-léninisme, surtout contre la révolution et la dictature du prolétariat. Khroutchev a pressé le Comité central du PTA de revoir sa ligne générale dans l'esprit des conclusions du 20e Congrès du PCUS et d'adopter une ligne nouvelle à son 3e Congrès. Le Plénum du Comité central du PTA repoussa unanimement et sans hésitation toute tentative de réviser sa ligne et exprima sa détermination à aller sans cesse de l'avant dans la voie suivie jusque là.

Le PTA, à son 3e Congrès, à la différence de ce qui se produisit dans plusieurs autres partis communistes et ouvriers, ne fit aucune concession et approuva les résolutions du dernier Plénum du Comité central.

Dénonçant les révisionnistes qui prônaient à cor et à cri la liquidation de la

dictature du prolétariat ou sa « libération », Enver Hoxha déclarait qu'il fallait « non pas liquider la dictature du prolétariat, mais la renforcer le plus possible, ne pas permettre son affaiblissement, sa "libéralisation", ne pas permettre que la confusion et la désorganisation s'introduisent dans ses rangs, ce qui ferait justement le jeu des ennemis ».

Le PTA manifesta encore son attitude révolutionnaire à la Conférence des partis communistes et ouvriers qui se tint à Moscou en novembre 1957. La réunion définit le révisionnisme comme le plus grave danger pour le Mouvement communiste international. Elle en révéla aussi les sources : à l'intérieur, l'influence des conceptions bourgeoises ; à l'extérieur, l'agenouillement face à la pression de l'impérialisme.

Le groupe de Khroutchev tenta de porter un coup décisif et soudain au Mouvement communiste international lors d'une rencontre en juin 1960 à Bucarest, en la transformant en réunion internationale pour faire exclure le Parti communiste chinois du Mouvement communiste international. Sous l'impulsion du PTA, il fut décidé de convoquer pour le mois de novembre une conférence de tous les partis communistes et ouvriers du monde, donc le complot avait échoué.

Dans le discours qu'il prononça à la Conférence de 81 partis communistes et ouvriers de Moscou**, le camarade Enver Hoxha exposa le point de vue du PTA sur les principaux problèmes controversés. Il s'arrêta en particulier sur les questions de la guerre et de la paix, sur le problème de la coexistence pacifique, sur celui des voies de passage au socialisme, sur la question de Staline, sur les questions soulevées par le révisionnisme yougoslave et sur le danger que représentait le révisionnisme moderne pour le Mouvement communiste international, sur les rapports entre les partis communistes et ouvriers.

A cette conférence les deux lignes opposées se cristallisèrent encore plus clairement. La courageuse attitude marxiste-léniniste du PTA attesta son haut degré de maturité révolutionnaire.

Les révisionnistes khroutchéviens, dès le lendemain, jetèrent au rebut la Déclaration de la Conférence — qui ne leur donnait pas satisfaction — et continuèrent de plus belle leur activité scissionniste. Ils rompirent unilatéralement tous les accords régulièrement conclus entre les deux pays, dans tous les domaines (équipements techniques, armements, bourses pour les étudiants...) pour forcer le PTA et le peuple albanais à fléchir. Il n'en fut rien. Les attaques publiques du groupe Khroutchev ont fourni des armes aux ennemis et pris ainsi une responsabilité historique : la scission du camp socialiste et du Mouvement communiste international. Celle-ci sera définitivement consommée en 1963.

Depuis, le parti et le peuple albanais, (en liaison avec les partis marxistes-léninistes dans le monde) n'ont cessé leur lutte contre le révisionnisme moderne et plus particulièrement le révisionnisme soviétique dont l'État est devenu la superpuissance impérialiste la plus agressive et la plus dangereuse.

* Pour plus de clarté nous employons toujours l'appellation « Parti du travail d'Albanie » ; au départ il s'appelait « Parti communiste d'Albanie ».

** Le texte du discours d'Enver Hoxha est édité en brochure. Vous pouvez vous le procurer aux librairies « Les Herbes sauvages » (Paris) et « La Force du livre » (à Lyon).